

La société civile et la crise ou les miracles de l'informel

Forgé au début des années 70 pour rendre compte des activités de survie exercées par les migrants ruraux fraîchement arrivés en ville et que l'industrie et le secteur moderne ne parvenaient pas à absorber, le concept de secteur informel a été rapidement étendu à l'ensemble des micro-entreprises artisanales puis à la pluri-activité dans laquelle s'engagent les salariés, soucieux de préserver leur niveau de vie.

Caractérisé par certains traits tels que facilité d'entrée, petite échelle des activités, propriété familiale des entreprises, faible niveau d'éducation, utilisation des ressources locales, non application des règles légales et administratives, il comprend aujourd'hui toute la palette des activités, du travailleur à domicile et du petit vendeur de rue jusqu'au petit entrepreneur qui a négligé de faire les démarches pour se mettre en règle. Pour autant, le secteur informel ne doit pas être confondu avec l'économie souterraine de l'illégalité et de la fraude.

Dans la situation de crise et dans le contexte d'ajustement structurel généralisé que connaissent aujourd'hui la plupart des pays en développement, le secteur informel est devenu un creuset où se forment l'initiative privée et l'esprit d'entreprise, mais aussi un déversoir où tous les laissés pour compte de l'ajustement sont incités à s'installer à leur propre compte.

On comprend dès lors pourquoi et comment les pouvoirs publics envisagent d'un oeil moins condescendant un secteur qui représente l'image même de leur impuissance. En milieu urbain particulièrement, les taux de chômage ouvert se sont envolés. Seule la croissance des petites activités du secteur informel a été en mesure de les contenir dans des limites sinon acceptables, du moins telles qu'elles permettent à une société civile en plein désarroi et soumise à des changements drastiques des règles du jeu, de s'adapter avec souplesse à une situation nouvelle et difficile.

Ainsi s'explique également qu'une définition internationale du secteur informel vienne d'être adoptée (en janvier 1993) par la XV^{ème} conférence internationale des statisticiens du travail, en tant que concept de population active : entreprises familiales n'employant pas de salariés permanents, micro-entreprises employant de tels salariés sans les déclarer ou bien en dessous d'un certain seuil de taille déterminé. Toutes ces unités économiques appartenant au



Antananarivo

Villes en développement

secteur des ménages constituent donc ce qu'il est convenu d'appeler le secteur informel, que les enquêtes et recensements de population devront désormais s'efforcer de mesurer régulièrement.

Le secteur informel représente couramment entre 20 et 80% de l'emploi non agricole dans les pays en développement. En milieu urbain, ces chiffres sont inférieurs puisque c'est là que se concentre l'essentiel de l'emploi moderne. Les revenus des petits entrepreneurs du secteur informel sont en moyenne très supérieurs aux salaires du secteur moderne ; même les revenus des petits vendeurs de rue sont largement supérieurs aux salaires minimums, comme l'ont démontré plusieurs enquêtes dans des villes africaines (Niamey, Conakry). Il n'y avait guère que les salariés du secteur informel pour gagner des salaires proches du minimum légal, ce qui était déjà plus que ce que prétendait la théorie. Du moins en était-il ainsi au début des années 80.

Le miracle de l'informel s'observe-t-il toujours après une décennie de politiques d'austérité ? Partout on a observé une croissance constante et rapide de l'emploi informel : au cours de la dernière décennie, il est passé de 20 à 25% de la population active non agricole en Algérie, de 69 à 75% en Mauritanie pour ne citer que deux pays où les estimations ont pu être réalisées à diverses périodes. En Amérique-Latine, son taux de croissance annuel s'est élevé à 6,8% contre 3,3% pour l'ensemble de l'emploi non agricole.

Mais parallèlement les PIB stagnaient ! Dès lors les revenus par tête auraient-ils dû décliner et le miracle de l'informel prendre fin dans une pauvreté en pleine expansion. Si l'on ne dispose pas encore de données représentatives sur les revenus du secteur informel dans la période récente, il existe cependant de nombreuses raisons de penser que le miracle persiste : la mesure du PIB reste d'autant plus incertaine que le secteur informel est étendu et la restriction de la masse salariale peut être largement compensée par un accroissement de la vitesse de circulation de la monnaie, une articulation sur l'économie souterraine (contrebande aux frontières des zones monétaires) et surtout sur un secteur moderne et une administration désormais gagnés à l'idée de favoriser la promotion du secteur informel.

Puisque le pouvoir d'achat des ménages se restreint, ce sont les marchés publics qui doivent s'ouvrir au secteur informel. Dans plusieurs pays des agences ont été mises en place qui visent à permettre l'éligibilité des petits entrepreneurs de l'informel aux travaux d'aménagement urbain et aux programmes de travaux publics à haute intensité de main d'oeuvre, sur la base du critère déterminant du nombre d'emplois créés. C'est dire que la ville doit désormais faire travailler ceux qui y vivent, mais que l'on avait trop souvent oubliés jusqu'à présent.

Charmes Jacques. (1993)

La société civile et la crise ou les miracles de l'informel

Villes en Développement, 22, 1 p. ISSN 1151-1672